Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 84

p.a.f. 0,80 € - septembre 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Contre les attaques du patronat et du gouvernement, il faut une riposte du monde du travail!

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Congo : nouvelle épidémie d'Ebola

Une nouvelle épidémie du virus Ebola s'est déclarée début août en République démocratique du Congo (RDC), une semaine à peine après l'annonce de la fin de la précédente, qui avait fait 33 morts en deux mois.

Vingt jours après son apparition, l'épidémie avait fait 50 morts sur 90 cas. C'est la 10e depuis l'émergence du virus, en 1976. Elle est apparue au Nord-Kivu, dans l'est, loin de la précédente, à partir de la souche Zaïre, la plus virulente connue. Ebola avait fait plus de 11 300 morts sur 29 000 cas recensés dans toute l'Afrique de l'Ouest, entre décembre 2013 et mars 2016.

Alors que les grands laboratoires et les pays riches ont longtemps négligé Ebola, comme beaucoup de maladies de pays pauvres, cette épidémie de 2013, en montrant la capacité de la maladie à franchir les frontières, avait beaucoup inquiété.

Il y a depuis peu des vaccins expérimentaux, et l'un d'eux est utilisé. Mais, sans parler de son efficacité, encore en évaluation, il y a tout le reste : l'insécurité dans la province, la pauvreté, le manque d'électricité (le vaccin doit être maintenu entre -60 et -80°) la quasi inexistence du système de santé, l'abandon dans lequel est laissée la population, victime de bien d'autres fièvres hémorragiques ou maladies très graves comme la poliomyélite, le choléra ou le paludisme.

Douze équipes ont été déployées sur le terrain, mais l'OMS, la Croix-Rouge et les ONG s'inquiètent de l'état de guerre quasi permanent dans une province de 7 millions d'habitants déchirée entre armée, milices et bandes criminelles...

Malgré cela, l'exploitation des mines du Nord-Kivu, elle, continue avec une certaine efficacité. L'armée est intervenue en décembre janvier dernier à Bisié, au profit d'Alphamin, société américano-sud-africaine, concessionnaire d'une mine de cassitérite, qui contient de l'étain, pour tenter de chasser des milliers de mineurs artisanaux, trop envahissants à ses yeux. En janvier, le cours de l'étain était de 16 500 euros la tonne...

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte

IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Face aux attaques du patronat et du gouvernement, le monde du travail doit riposter !

En réponse aux demandes du patronat, le gouvernement fédéral a pris une série de mesures cet été qui vont toutes dans le même sens : augmenter les profits au détriment des salaires et des salariés.

Sous le nom trompeur de « Job deal », le gouvernement aggrave la dégressivité des allocations de chômage ; alors que la pension est déjà reportée à 67 ans, la pension anticipée ne deviendra possible qu'à partir de 63 ans et 42 ans de carrière ; les prépensionnés devront être disponibles sur le marché du travail ; le montant de la prépension sera revu à la baisse ; les crédits-temps à 55 ans sont supprimés, il faudra attendre 60 ans pour en bénéficier, etc.

Le gouvernement justifie ces mesures par des difficultés qu'auraient les entreprises à recruter ! Il y aurait 140 000 emplois vacants. Même si ces emplois existaient vraiment, sur les 450 000 chômeurs complets il en resterait encore 300 000 sur le carreau, sans compter tous ceux qui n'ont pas d'emploi, mais ne sont plus comptabilisés comme chômeurs, car ils ont déjà perdu leur droit aux allocations !

Non, ils veulent exercer une pression maximum sur les chômeurs pour qu'ils finissent par accepter des emplois les plus précaires et mal payés. Et ils veulent limiter les allocations de chômage pour pouvoir augmenter les cadeaux aux entreprises.

Mais cela conduit des milliers de travailleurs licenciés vers le CPAS, vers la misère, et certains à se retrouver à la rue et devenir SDF. Va-t-on les laisser nous pousser au chômage et vers des vies de plus en plus difficiles ?

Dans le même sens, pour faire les poches des travailleurs, le patronat et le gouvernement voudraient aussi « lier les salaires à la productivité » et supprimer les augmentations automatiques des salaires en fonction de l'ancienneté, là où elles existent. Le prétexte ? Mettre fin à la discrimination envers les jeunes ! Avec une telle mesure les salaires des plus anciens baisseraient… et ceux des jeunes n'augmenteraient pas ! Ce serait tout bénéfice pour le patronat et les actionnaires ! Va-t-on les laisser faire ?

D'après le journal français l'Express, les 10 plus grandes fortunes de Belgique possèdent plus de 65 milliards d'euros. A raison d'un salaire brut de 3 400 euros par mois, 40 000 travailleurs pourraient être payés 40 années ! Et cela ne mobiliserait qu'une petite partie de la richesse accumulée par les millionnaires.

On priverait par exemple Albert Frère de la moitié de sa fortune, il pourrait toujours se soigner dans des cliniques privées. Ce n'est pas le cas de nombreux malades qui subissent les mesures d'austérité du gouvernement dans les soins de santé ! Et ce n'est pas le cas des travailleurs qui se retrouveront avec des pensions de misère!

Ce sont des générations de travailleurs qui ont créé ces fortunes ! Ce ne serait que justice qu'elles servent au bien de tous !

Mais le patronat n'en a jamais assez ! Le gouvernement fédéral souhaite « déshabiller les syndicats après 2019 », selon un article du quotidien Le Soir. N-VA et MR, avaient déjà annoncé vouloir retirer aux syndicats et aux mutuelles le paiement des allocations de chômage et de maladie. Cela ferait plus d'argent à gérer pour les banques et assurances, donc plus de profits… et cela affaiblirait les syndicats.

Bien sûr les dirigeants des syndicats ne défendent plus les travailleurs depuis longtemps. Mais au-delà des syndicats, patronat et gouvernement visent tous les travailleurs, pour limiter dans le temps et diminuer les allocations chômage, et aussi réduire les versements de la Sécurité sociale. Le PS avait déjà commencé quand il était au gouvernement fédéral, les autres partis continuent la même politique contre les travailleurs et l'accélèrent encore.

Alors une riposte large et déterminée du monde du travail est nécessaire, pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

Les syndicats ont annoncé 3 journées d'action, ensemble ou séparément. Il faudra bien sûr y participer. Mais on sait que ce ne sera pas suffisant, car les dirigeants des syndicats ne souhaitent pas engager des actions suffisamment fortes, ils ont trop peur de ne plus être invités à s'asseoir à table avec les patrons et les ministres pour de soi-disant négociations.

D'autres, comme la FGTB wallonne, proposent que PS, Ecolo et PTB s'allient en vue de former une majorité gouvernementale après les élections de 2019. Mais même si une telle majorité électorale était possible, ce ne sont pas les députés, ni les ministres qui gouvernent, mais ceux qui détiennent les fortunes.

Pour que ça change vraiment, il faut se préparer à enlever leurs fortunes et leurs entreprises aux capitalistes, pour que les travailleurs gèrent eux-mêmes la société, en fonction des besoins des populations et non pour la course aux profits.

Accueil des migrants – l'argent n'est pas le problème

L'agence européenne Frontex, chargée de surveiller les frontières de l'espace Schengen, devrait voir ses effectifs multipliés par sept et passer dès 2020 de 1 500 à près de 10 000 gardes-côtes et gardes-frontières.

Le budget de Frontex devrait, lui, grimper de 94 à 300 millions d'euros annuels, pour approcher les 500 millions en 2027.

Déjà aujourd'hui, 1 400 personnes sont mortes noyées en tentant de traverser la Méditerranée depuis le 1er janvier, combien vont suivre avec cette politique ?

Les dirigeants européens ont l'argent pour un accueil digne des migrants, mais ils l'utilisent pour empêcher leur arrivée. Voilà le système capitaliste : un système d'assassins !

Budgets militaires en hausse

Tous les pays de l'OTAN ont décidé d'augmenter fortement, voire de doubler, leurs budgets militaires. L'achat par la Belgique et les Pays-Bas de 16 navires militaires dont 12 démineurs pour plus de 4 milliards d'euros, selon La Libre, entre sans doute dans ce cadre. Mais les devis initiaux sont toujours très largement dépassés…

Les fabricants d'armes s'enrichissent, ainsi que les fabricants de défense contre les armes. Ce sont parfois les mêmes.

Ces dépenses militaires sont déjà un énorme gaspillage. Et en plus le risque d'utilisation des armes augmente avec la crise qui s'approfondit.

Il faut mettre fin à ce monde capitaliste dangereux.

Une 2ème famille enfermée au 127bis

La barbarie du gouvernement continue, avec l'accord des ministres pour les pratiques de Theo Francken. Une seconde famille de réfugiés, une mère avec ses 5 enfants, a été enfermée avant leur expulsion sans doute vers l'Azerbaidjan.

En 2006, la Cour européenne des droits de l'homme avait condamné la Belgique pour son « manque flagrant d'humanité », invoquant un « traitement inhumain ». Sous la pression des associations humanitaires et des manifestations, l'enfermement des enfants avait cessé.

Aujourd'hui l'inhumanité se répand dans tous les gouvernements européens soi-disant démocratiques.

Si rien ne vient entraver cette évolution, après les réfugiés sans papiers, ce seront les étrangers avec papiers, puis les plus pauvres du pays, puis ceux qui protestent, qui seront mis en cause, inquiétés et poursuivis par des gouvernements de plus en plus réactionnaires. Ne laissons pas faire !



Le ciel leur tombe sur la tête

L'effondrement d'une partie du plafond du palais de justice de Bruxelles est symbolique de la misère de cette institution qui dénonce depuis des années son manque de moyens : manque de juges, manque de greffiers, manque d'ordinateurs, etc.

C'est que les riches n'ont que faire de la justice, eux règlent leurs différends à coups de millions, très rarement en portant plainte.

Alors que le reste de la population attende des années avant des jugements ou des comptes-rendus de jugements, qu'est-ce que ça peut bien faire à ceux qui dirigent le pays au nom de ces millionnaires !

Il a les idées de sa classe

Alain Courtois, tête de liste MR aux élections communales à Bruxelles, fait campagne contre la mendicité. Selon lui, la mendicité « devient intolérable, elle menace l'ordre public, il y en a trop ».

Sa solution ? Rendre les loyers accessibles ? Obliger les patrons à embaucher? Investir dans la santé mentale ?

Oh non ! Cela pourrait coûter de l'argent à ses amis bourgeois. Alors, il veut réglementer l'accès à la mendicité par une autorisation à délivrer par la commune. Les mendiants pourront ainsi être chassés d'un quartier à l'autre en fonction des jours et des heures…

Encore un peu, et il proposera d'ériger des frontières autour de Bruxelles : accès interdit aux pauvres…

Se loger à Anvers toujours plus difficile pour les pauvres

Le nombre de garanties locatives avancées par le CPAS de la ville d'Anvers a chuté de 35% en un an. Depuis l'explosion d'un immeuble en centre-ville, le CPAS conditionne l'avance de la garantie locative à un certificat de conformité des logements, ou, à défaut, à une visite du service d'inspection du CPAS.

Souvent les propriétaires ne fournissent pas ce certificat et les locataires ne parviennent pas non plus à obtenir la visite de contrôle, car le nombre d'employés de ce service communal est passé de 15… à 3 en 2017 ! Résultat : des centaines de familles restent sans solutions pour se loger.

Si le bourgmestre, Bart De Wever, voulait les chasser de sa ville, il ne s'y prendrait pas autrement.

La solidarité n'est pas un crime !

Le 6 septembre, 300 personnes étaient présentes devant le palais de justice de Bruxelles pour affirmer que la solidarité n'est pas un crime et apporter leur soutien aux 12 personnes qui se retrouvent devant le tribunal et risquent la prison en raison de l'aide qu'elles ont apporté aux migrants.

Parmi les 12 personnes poursuivies, il y a des hébergeurs de migrants dont 2 journalistes, des bénévoles du parc Maximilien, et 7 migrants. Certaines – migrantes – sont en préventive depuis plusieurs mois. En Belgique le « délit de solidarité » n'existe pas comme en France, alors elles sont accusées « d'association criminelle et de trafic d'êtres humains avec la circonstance aggravante qu'il s'agit de mineurs ». L'accusation de « trafic d'être humain » implique un enrichissement sur la misère des autres et est donc contestée par les accusés. Il est clair que derrière ce procès on trouve la volonté du gouvernement de criminaliser les personnes qui viennent en aide aux migrants en leur proposant un hébergement, des repas, des vêtements… autant de gestes de simple humanité.

Depuis 3 ans, la plateforme citoyenne organisée autour du parc Maximilien a montré comment l'organisation et la solidarité collectives pouvaient pallier l'insuffisance de prise en charge par l'état des personnes migrantes. Pendant plus d'un an, l'hébergement de plusieurs centaines de migrants a ainsi pu être organisée chaque soir grâce à la générosité de citoyens démontrant par la même au gouvernement que la capacité d'accueillir les migrants existe.

Mais le gouvernement préfère criminaliser l'aide aux migrants plutôt que d'organiser les moyens de les accueillir afin de pouvoir continuer à présenter les migrants comme un problème, alors que le véritable problème, c'est le capitalisme et la soif de profit du patronat.

Le procès reprendra le 7 novembre. Non au délit de solidarité !

Leur temps n'est pas encore venu

L'affaire autour de l'organisation de jeunesse d'extrême droite Schild &Vrienden a fait quelque bruit. Ces jeunes – universitaires pour la plupart – s'échangeaient des « blagues » de très mauvais goût se moquant du génocide des Juifs par les nazis, glorifiant le racisme à l'encontre des Africains, et menaçant de coups tout ce qui ressemble de près ou de loin à ce qu'ils appellent des « rats de gauche » (syndicalistes, communistes, socialistes, activistes…). Et accessoirement, ils s'entraînaient au maniement des armes, tout en travaillant assidument à leur carrière politique personnelle.

Ce n'est nullement un problème typiquement flamand. Ils prennent d'ailleurs exemple sur des groupes existants en France. Voilà une nouvelle génération de personnel politique de la bourgeoisie qui se forme avec toutes les « qualités » nécessaires à l'emploi : cynisme, mépris social, déshumanisation, mépris des apparences démocratiques, violence… Car, comme le disait un de leurs dirigeants : le temps de la violence va venir.

Une partie d'entre eux ont été rayés des listes de la N-VA. Mais la crise s'aggravant, la lutte de classe devenant plus brutale, le patronat n'hésitera pas à recourir à ce type de politiciens et aux sbires qu'ils recruteront.

La seule réponse à la montée de l'extrême droite c'est le développement des luttes des travailleurs pour imposer leurs intérêts à la classe capitaliste !

De Léopold II à aujourd'hui, les impérialistes toujours à l'œuvre

La vidéo montrant des jeunes idiots chanter des chants racistes au Pukkelpop disant « le Congo est à nous » et « on coupe les mains » a mis à l'ordre du jour la nécessité d'un cours d'histoire sur la colonisation du Congo.

Oui, il faut enseigner que la famille royale et la bourgeoisie belge se sont enrichies à milliards en exploitant les Congolais dans le travail forcé, en coupant la main de centaines de milliers d'Africains ne fournissant pas assez de caoutchouc, en violant, en torturant, causant la mort de plus de 10 millions d'entre eux.

Mais il faudrait aussi enseigner que les profits capitalistes passent maintenant par les dictatures militaires dans de nombreux pays pauvres, les bombardements des populations, l'armement des milices, les camps de réfugiés… et que les viols de masse n'ont pas cessé.



Ce qui est surtout nécessaire, c'est de se préparer à abattre ce système capitaliste barbare et pour cela il faudra la force des millions de travailleurs qui font tourner la société. Il faudra l'union des travailleurs, européens, africains, américains et asiatiques !

Engie-Electrabel : les dividendes s'envolent, les déchets radioactifs restent

En Belgique, il est prévu de conserver le combustible usé des centrales nucléaires dans des piscines de refroidissement jusqu'en 2080. Après quoi, ces déchets radioactifs doivent être enfouis à grande profondeur pour éviter les risques d'irradiation de la population et de l'environnement. En 2013, les institutions gouvernementales, comme l'Office des déchets radioactifs, évaluaient le coût de ce stockage en profondeur à 3,2 milliards €. Mais de récentes études évaluent désormais ce coût entre 8 à 10 milliards €, voire davantage…

La Commission pour les Provisions Nucléaires recommande donc au gouvernement d'augmenter la contribution d'Electrabel dès 2019.

Depuis 2003, une loi oblige certes le propriétaire des centrales nucléaires, le groupe Engie-Electrabel, à constituer un fond, pour financer ces travaux. Mais qui peut obliger un grand groupe capitaliste à respecter les lois ? A la place d'un fond réservé aux futures opérations de stockage, Engie utilise 75% de ce fond pour le financement des opérations ordinaires d'Electrabel.

Des députés de l'opposition, comme Écolo, des journalistes, soupçonnent le groupe Engie d'organiser l'insolvabilité d'Electrabel pour faire peser sur le gouvernement la menace d'une faillite de cette société. Le fait est que le premier ministre, Charles Michel, et la ministre de l'énergie, Marie-Christine Marghem, vont négocier dans leurs petits souliers avec les requins d'Engie en annonçant à l'avance préférer « un compromis » plutôt qu'une nouvelle loi plus contraignante sur le financement du fond de réserve pour le nucléaire. Bref, les capitalistes vont extraire le profit de l'uranium et laisser payer les générations à venir pour leurs déchets radioactifs.



Le casse du siècle

Depuis l'an 2000, les prix ont augmenté en moyenne de 38% en Belgique. Les frais pour l'enseignement (censé être gratuit) : +69%; l'alimentation : +48%; le transport : +39% ; l'habitat, l'eau, le gaz et l'électricité : +56%. Les grandes enseignes s'entendent pour augmenter les prix tout en gelant les salaires... et l'Etat, il fait pareil !

Il est urgent d'arrêter cette bande organisée.

Dividendes record

Les dividendes versés aux actionnaires des grandes entreprises, à l'échelle mondiale, ont atteint 497,4 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une augmentation de 12,9 % en moyenne.

La Belgique fait partie des 7 pays européens où des dividendes record de plus de 18 % ont été versés. AB InBev, KBC et Umicore ont participé au record belge.

Pour les actionnaires l'argent coule à flots, mais derrière ce record, il y a la sueur de millions de travailleurs qui subissent l'aggravation de l'exploitation.

La FGTB wallonne entretient les illusions électoralistes

Thierry Bodson, au nom de la FGTB wallonne, souhaite une coalition PS-PTB-Ecolo après les élections de 2019 : « Nous estimons que c'est la seule coalition qui puisse permettre un changement de politique à 180° par rapport à ce qui se fait au fédéral depuis quatre ans et en Wallonie depuis un an. »

Cette alliance – si elle se réalisait et devenait majoritaire – permettrait, d'après lui, un retour à la retraite à 65 ans, rattraper le saut d'index du début de législature, permettre notamment la réduction collective du temps de travail, un salaire horaire minimum à 14 euros…

Le secrétaire général de la FGTB voudrait faire oublier que le PS a gouverné perdant des dizaines d'années, y compris avec les Ecolos, et qu'il a toujours mené une politique pro-patronale, contre les intérêts des travailleurs. Brusquement les cadres de ce parti vireraient à 180° ? C'est un conte pour enfants !

Et le patronat accepterait de réduire ses profits simplement parce qu'il y aurait une nouvelle majorité au parlement ?! Les dirigeants des banques et grandes entreprises, les millionnaires et milliardaires, se moquent bien des désirs des ministres et des députés quand ils ne vont pas dans le sens de leurs profits.

Non, il ne faut pas entretenir de vieilles illusions : la seule façon de faire reculer les patrons, c'est d'imposer un rapport de force, avec des centaines de milliers de travailleurs mobilisés, pour faire grève, manifester, s'organiser, pour imposer leurs revendications.

Spéculation, superprofits, guerres commerciales, protectionnisme... le monde capitaliste s'enfonce dans la crise !

Il y a quelques jours, la Bourse de New York fêtait 3 454 jours sans krach majeur, un record paraît-il. Cela ne fait même pas dix ans, une décennie marquée par une instabilité croissante et la souffrance sans nom de bien des populations dans le monde, mais les adeptes du système sabrent le champagne au bord du volcan.

Depuis le krach bancaire de 2008, la spéculation est repartie de plus belle, de même que les profits des grandes entreprises. Ainsi, rien qu'au 2ème trimestre de cette année, les dividendes distribués aux actionnaires par les grandes entreprises multinationales dans le monde atteignent presque 500 milliards de dollars, un autre record qui réjouit les capitalistes.

Ce qui est un succès pour les capitalistes, ce sont des souffrances pour les travailleurs de la planète. Car la hausse des profits et des actions a été obtenue par l'aggravation de l'exploitation du travail. Ce sont des millions d'emplois supprimés, des salaires à la baisse, des droits syndicaux bafoués, la jeunesse ravagée par le chômage.

En plus, les financiers qui ont provoqué le krach de 2008 bénéficient des centaines de milliards d'aides distribués par les Etats. En contrepartie, des malades sans réelle possibilité de se soigner même dans les pays riches, les pensions laminées, les infrastructures laissées à l'abandon… tout cela n'a qu'une seule cause : les subventions que les Etats ont distribuées aux grandes entreprises et aux banques pour enrichir une poignée d'ultrariches qui ont pu continuer à miser des milliards dans le casino mondial de la finance.

Tous ces sacrifices ont été imposés aux travailleurs pour arriver à quoi ? La menace d'un nouveau krach qui risque d'être encore plus brutal que le précédent !

À bout de souffle, le capitalisme est bien incapable de sortir de la crise. Il engendre des inégalités de plus en plus monstrueuses. Il maintient des régions entières dans le sous-développement, d'autres sont transformées en véritables champs de ruines par les guerres menées pour les intérêts des capitalistes des grandes puissances. Des populations entières sont contraintes de prendre le chemin de l'exil pour assurer leur survie.

Face à la crise et aux marchés qui se rétrécissent, les capitalistes n'ont qu'une seule façon de réagir: le chacun pour soi avec la devise « les profits aujourd'hui et après moi le déluge ».

Les gouvernements américain, mais aussi européens, dévoués aux intérêts de leurs capitalistes respectifs, se livrent de plus en plus à une guerre économique, notamment en décidant d'augmenter les taxes douanières pour rendre plus difficile l'entrée des produits concurrents sur leurs marchés. Avec l'augmentation des prix, les conséquences en seront de plus en plus payées par les populations de leur propre pays. Loin de résoudre le problème, cela entraînera un rétrécissement des marchés et une aggravation de la crise.

Ainsi, l'annonce du doublement des taxes douanières américaines sur l'aluminium et l'acier turcs a accéléré la débâcle de la monnaie turque cet été. En un seul jour, celle-ci perdait 20% de sa valeur, entraînant une baisse du pouvoir d'achat brutale pour toute une partie de la population.

Quelques jours avant, l'entrée en vigueur des sanctions américaines contre l'Iran entraînait la chute de la monnaie iranienne, laissant prévoir là aussi une envolée de l'inflation, une aggravation de la crise économique, du chômage et des souffrances que va subir la population du pays.

Ces nouvelles ont provoqué un certain affolement dans les Bourses du monde entier, les « experts » s'interrogeant sur des possibles effets de contagion, avec la baisse des ventes d'automobiles françaises en Iran, avec les difficultés des banques européennes ayant des intérêts en Turquie…

Ces baisses de profits, les capitalistes concernés chercheront à les compenser par une exploitation accrue des travailleurs. Oui, tant que le grand capital contrôlera l'économie, les attaques anti ouvrières se poursuivront: le patronat sera à l'offensive dans les entreprises pour augmenter la charge de travail et supprimer des emplois et le gouvernement, quel qu'il soit, s'inclinera devant les exigences des capitalistes et des puissances d'argent.

Les travailleurs doivent défendre leur droit élémentaire à un emploi et à un salaire permettant de vivre. Et pour ne pas être menacés de connaître la situation qui est celle aujourd'hui des masses populaires de Turquie plongées dans la tourmente de l'aggravation de la crise, ils ne pourront compter que sur leurs luttes collectives et déterminées. Il faut que les travailleurs soient prêts à aller jusqu'au bout, jusqu'à exproprier la classe capitaliste pour l'empêcher de conduire l'ensemble de la société à la catastrophe !

Lutte Ouvrière aux élections communales à La Louvière

Une liste Lutte Ouvrière se présente aux élections communales à La Louvière. Elle est conduite par Beniamino Sirianni. Ouvrier chez Boël jusqu'à la restructuration en 2000, il travaille aujourd'hui dans l'entretien de bâtiments.

La liste Lutte Ouvrière est une liste de travailleurs. Elle défend la perspective communiste. Car ce ne sont ni les bourgmestres, ni même les ministres qui ont le pouvoir, ce sont ceux qui possèdent les entreprises et les banques, c'est la classe capitaliste. Leur régime génère un gaspillage sans nom, des crises, le chômage, la misère et des guerres. Pour continuer à faire du profit, la classe capitaliste enfonce toute la société dans la barbarie.

Les travailleurs ont la capacité de changer la société, car c'est eux qui font tout. Sans les ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, enseignants, les usines ne produisent pas, les trains ne roulent pas, le savoir ne se diffuse pas, rien ne fonctionne.

Mais qui a besoin des actionnaires dont le seul rôle est d'empocher et gaspiller les richesses produites par les travailleurs ? La société peut très bien fonctionner sans eux. La Liste Lutte ouvrière veut contribuer à faire progresser la conscience et la force du camp des travailleurs.

Les élections ne peuvent pas changer la vie. Mais elles donnent la possibilité aux travailleurs qui n'acceptent pas l'exploitation de défendre publiquement leurs idées, de se faire entendre, de se compter.

Voter Lutte ouvrière, c'est refuser de choisir entre les politiciens, qui tous, servent les intérêts du camp capitaliste.

Voter Lutte Ouvrière, c'est voter pour son propre camp, celui des travailleurs.

Voter Lutte Ouvrière, c'est dire NON à ce système capitaliste. Et cela permettra de s'apercevoir qu'on n'est pas seul dans son coin à penser qu'il est nécessaire de changer cette société absurde !

Alors, à La Louvière, votez pour le camp des travailleurs, votez Lutte ouvrière !

Travailleuses, travailleurs, ouvriers, employés, avec ou sans emploi, jeunes, pensionnés, …

Votez communiste

Votez
Lutte Ouvrière


Beniamino Sirianni
Ouvrier


Maïté Fedrigo
Ouvrière


Gérard Fedrigo
Ouvrier pensionné


Marie-Josée Greuse
pensionnée

Pour exprimer la colère du camp des travailleurs qui font fonctionner toute la société et qui n'exploitent personne

Pour dire NON à ce système capitaliste où seul compte le profit et qui nous mène à la ruine

Agressions au CPAS, conséquences de la violence sociale

Mardi 4 septembre, deux assistantes sociales du CPAS de La Louvière ont été menacées avec un couteau par une personne dont la demande était encore en cours de vérification. Comme c'est déjà le deuxième cas cette année, le personnel du CPAS a arrêté le travail mercredi.

Les circonstances restent à élucider, mais il est certain que ces agressions individuelles sont le reflet du violent appauvrissement d'une grande partie de la population.

Les statistiques de l'ONEM font état d'une baisse du nombre des chômeurs complets indemnisés à La Louvière, de 8 170 personnes en 2012 à 5 395 aujourd'hui. A partir de ces chiffres, le gouvernement fédéral et le gouvernement wallon affirment que le chômage baisse… ce qui permet à l'ONEM de réduire ses versements à La Louvière : 80,2 millions € en 2014, 20,7 millions aujourd'hui ! Quatre fois moins en quatre ans !

Les chiffres officiels du chômage baissent mais ceux du CPAS explosent !

En 2012, 1 533 personnes dépendaient du CPAS à La Louvière. Au premier semestre 2018, leur nombre a presque doublé pour atteindre 2 792. Et d'après la présidente du CPAS elle-même, il y a de plus en plus de personnes ayant un emploi qui doivent faire appel au CPAS !

Derrière ces chiffres se cachent d'innombrables drames personnels et familiaux.

Il est urgent que la colère collective s'exprime pour exiger des emplois et des salaires qui permettent à tous de vivre correctement !